



Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

Benoist COURANT

Erwan LE GOFF

Stéphane MORVAN

Experts Comptables

Commissaires aux Comptes

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

**MAISON POUR TOUS
CENTRE SOCIAL

RUE DU PETIT TRAIN

29120 PONT-L'ABBE**

MAISON POUR TOUS – CENTRE SOCIAL

S O M M A I R E

1. **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

2. **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

**MAISON POUR TOUS
CENTRE SOCIAL**

RUE DU PETIT TRAIN

29 120 PONT-L'ABBE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'Association de la Maison Pour Tous – Centre Social,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de la Maison Pour Tous – Centre Social relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association de la Maison Pour Tous – Centre Social à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

AC

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à QUIMPER, le 17 juin 2025

SARL L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Benoist COURANT



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 779	1 779		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	684	607	77	213
	Autres immobilisations corporelles	42 511	22 657	19 854	24 737
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	44 975	25 044	19 931	24 950
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	37 072		37 072	25 795
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	291 390		291 390	295 793
	Charges constatées d'avance	1 841		1 841	
	TOTAL (II)	330 302		330 302	321 588
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	375 277	25 044	350 233	346 538
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an				

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	239 734	230 130
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	Excédent ou déficit de l'exercice	6 599	9 604
	Total des fonds propres (situation nette)	246 333	239 734
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	12 299	16 313
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	12 299	16 313
	Total des fonds propres	258 632	256 047
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	422	5 437
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 398	7 105
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	81 297	72 610
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	4 484	5 339
	Total des dettes	91 601	90 491
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		350 233	346 538
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		6 599,41	9 603,92
(1) Dont à moins d'un an		91 601	90 072
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		3	3

Compte de Résultat ^{1/2}

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 921	4 292
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	2 454	3 207
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	7 469	4 929
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	204 156	190 252
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	25 596	27 336
Total des produits d'exploitation		245 596	230 016
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	7 477	7 157
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	33 268	34 891
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 105	1 374
	Salaires et traitements	122 456	111 119
	Charges sociales	44 314	45 688
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 426	6 481
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	25 988	26 962
Total des charges d'exploitation		242 033	233 672
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 563	(3 656)

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Compte de Résultat ^{2/2}

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 563	(3 656)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 604	3 218
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		3 604	3 218
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	19	47
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		19	47
RESULTAT FINANCIER		3 585	3 172
RESULTAT COURANT avant impôts		7 148	(484)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	518	7 701
	Sur opérations en capital	4 014	3 966
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	4 532	11 667
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	5 080	1 579
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		5 080	1 579
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(548)	10 088
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		253 732	244 902
TOTAL DES CHARGES		247 132	235 298
EXCEDENT ou DEFICIT		6 599	9 604
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		25 290	25 850
Bénévolat		116 222	83 862
TOTAL		141 512	109 712
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		25 290	25 850
Prestations			
Personnel bénévole		116 222	83 762
TOTAL		141 512	109 612

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Faits marquants de l'exercice

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

PRESENTATION :

La Maison Pour Tous (MPT) est une association qui gère un Centre Social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF). Son agrément lui est délivré sur la base d'un projet social élaboré par les habitants, les bénévoles, les professionnels, les associations locales et les partenaires institutionnels.

Un Centre Social se veut être un équipement de proximité qui s'inscrit dans une logique de projet et qui privilégie la mixité sociale ainsi que les dimensions familiales et inter-générationnelles dans l'ensemble de ses activités.

Comment fonctionne la MPT ?

Association loi 1901, la Maison Pour Tous - Centre Social est dirigée par un Conseil d'Administration, composé d'habitants élus par l'ensemble des adhérents lors de l'Assemblée Générale annuelle.

Il a pour rôle de s'assurer du bon fonctionnement et du développement de l'association, ainsi que de sa conformité avec son projet. Les bénévoles sont épaulés par une équipe de salariés permanents.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Règles et Méthodes Comptables

Association :

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **350 233** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **253 732** euros et un total **charges** de **247 132** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **6 599** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

La méthode d'évaluation des engagements financiers en matière de retraite est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme)

« Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000€

et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50000 €.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle. »

D'autre part, Les cotisations sont enregistrées à l'encaissement.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Règles et Méthodes Comptables

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Nature de l'immobilisation	Durée de Vie	Taux d'amortissement
Constructions, Batiments	20 ans	5 %
Constructions légères	10 ans	10 %
Mobilier	10 ans	10 %
Matériel	5 à 10 ans	10% à 20%

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	3 444				1 665	1 779
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 444				1 665	1 779
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	684					684
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	27 540					27 540
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	19 685		1 407		6 121	14 971
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		47 909		1 407		6 121	43 195
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		51 353		1 407		7 785	44 975

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	3 444		1 665	1 779
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 444		1 665	1 779
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	471	137		607
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	5 064	5 508		10 572
	Matériel de bureau, mobilier	17 424	782	6 121	12 085
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 959	6 426	6 121	23 265
TOTAL		26 402	6 426	7 785	25 044

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	230 130	9 604			239 734
Excédent ou déficit de l'exercice	9 604	(9 604)	6 599		6 599
Situation nette	239 734		6 599		246 333
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	16 313		2 011	6 025	12 299
Provisions réglementées					
TOTAL	256 047		8 610	6 025	258 632

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	68	68	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	37 004	37 004	
	Charges constatées d'avances	1 841	1 841	
TOTAL DES CREANCES		38 913	38 913	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	3	3		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	419	419		
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 398	5 398		
	Personnel et comptes rattachés	46 041	46 041		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 932	32 932		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 324	2 324		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	4 484	4 484		
TOTAL DES DETTES		91 601	91 601		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		5 014			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		37 004
Autres créances		37 004
Produit à recevoir	37 004	

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		76 872
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3
Intérêts courus sur emprunt		
Agios service bancaire courus	3	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 043
Fournisseurs factures np	5 043	
Dettes fiscales et sociales		71 826
Personnel charges a payer	46 041	
Charges sociales à payer	23 680	
Etat-Charges. à payer	2 105	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 841
Charges de gestion courante Ludothèque		1 841	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 841

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			4 484
subvention on s'lance		4 364	
participation des usagers cuisine 2025		120	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			4 484

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	22 620		2 011	20 609
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	22 620		2 011	20 609
Quotes-parts virées au compte de résultat	6 307	4 014	2 011	8 310

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation			88 000	111 285	4 871	204 156
Subventions d'investissement						
TOTAL			88 000	111 285	4 871	204 156

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Subvention fédération		2 000	
Subvention FCBS		2 871	
Subvention Département		11 500	
Subvention Commune		76 500	
Subvention Caf Prestation centre social		80 764	
Subvention Caf animation collective		27 020	
Subvention Caf sortie collective		3 500	
Totalisation		204 156	

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Frais de personnels de mairie	3 372	3 113
charges supplétives locaux	21 918	22 737
Bénévolat	25 290	25 850
7271 heures de bénévolat x 11.52€		83 862
9783 heures de bénévolat x 11.88€	116 222	
	116 222	83 862
Total	141 512	109 712

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
charges supplétives locaux	21 918	22 737
frais de personnels	3 372	3 113
Prestations	25 290	25 850
Personnel bénévole		83 762
7271 heures de bénévolat x 11.52€		
9783 heures de bénévolat x 11.88€	116 222	
	116 222	83 762
L.G.M.A Commissaire aux Comptes Total	141 512	109 612

17

Engagements financiers

31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés Cf. état Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés les IFC ne sont pas provisionnés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)		
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

**MAISON POUR TOUS
CENTRE SOCIAL**

RUE DU PETIT TRAIN

29 120 PONT-L'ABBE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Aux membres de l'Association de la Maison Pour Tous – Centre Social,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à QUIMPER, le 17 juin 2025

SARL L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Benoist COURANT

